

## Décision individuelle portant refus

N°DI-2020 - 132

**Pétitionnaire** : Madame BRUN Magali – Bijou boat

**Nature de la demande** : Exercice de l'activité commerciale de location de navires à moteur

**Localisation** : cœur marin du Parc national

### Le directeur de l'établissement public du Parc national des Calanques,

**Vu** le code de l'environnement, notamment son article L.331-4-1 ;

**Vu** le décret n° 2012-507 du 18 avril 2012 modifié créant le Parc national des Calanques et notamment son article 13 ;

**Vu** la charte du Parc national des Calanques ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 avril 2013 portant nomination du directeur de l'Établissement public du Parc national des Calanques ;

**Vu** la délibération du conseil d'administration n° CA 2019-12.17 du 6 décembre 2019 établissant un régime d'autorisation relatif aux activités commerciales ayant pour objet la location de navires à moteur dans le périmètre du cœur marin du Parc national et fixant les modalités de délivrance par le directeur de l'établissement public ;

**Vu** la demande formulée par courrier le 28 avril 2020 par madame Magali BRUN, représentant la Bijou boat pour exercer l'activité commerciale de location de navires à moteur en cœur marin du Parc national des Calanques avec les navires « K » immatriculé TLF 81354, « Lamado » immatriculé TLB 97991, « Lisma » immatriculé TLF 42739 et « Usudu » immatriculé TLD 22594 ;

**Vu** l'avis défavorable de la commission d'experts dématérialisée du mardi 9 juillet 2020 ;

**Considérant** que la présente demande vise l'exercice de l'activité commerciale de location de navires à moteur en cœur marin du Parc national des Calanques avec trois nouveaux navires dénommés « Lamado » immatriculé TLB 97991, « Lisma » immatriculé TLF 42739 et « Usudu » immatriculé TLD 22594 ;

**Considérant** qu'aucune preuve de l'acquisition de ces trois navires avant la date du 6 décembre 2019 n'a été transmise ;

**Considérant** que ces 3 navires sont des nouveaux navires et ne remplissent pas le critère des 25 % minimum de l'énergie totale engagée au cours du trajet d'origine renouvelable ;

**Considérant** que le navire « K » immatriculé est déjà inscrit sur la liste reconnue chez une autre société ;

**Considérant** que les conditions obligatoires pour la délivrance de l'autorisation demandée, prévues à l'article 11 de la délibération n° CA 2019-12.17 du 6 décembre 2019 susvisée, ne sont pas remplies ;

## DECIDE

### Article 1 :

La demande d'autorisation d'exercice en cœur marin du Parc national des Calanques de l'activité commerciale de location de navires à moteur présentée par la société « Bijou boat » pour les navires « K » immatriculé TLF 81354, « Lamado » immatriculé TLB 97991, « Lislà » immatriculé TLF 42739 et « Usudu » immatriculé TLD 22594 est rejetée.

Ces navires ne sont pas autorisés à exercer l'activité commerciale susmentionnée en cœur marin du Parc national des Calanques.

### Article 2 :

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement.

### Article 3 :

Le non-respect de la présente décision expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

### Article 4 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Calanques (cf. site : [www.calanques-parcnational.fr](http://www.calanques-parcnational.fr)).

À Marseille, le 15 juillet 2020,

Le directeur,

Pour le Directeur,  
Nicolas CHARDIN  
Directeur Adjoint

François BLAND

Copie :

- Préfecture maritime de la Méditerranée
- Direction départementale des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône
- Direction interrégionale de la mer
- Membres de la commission d'experts « location de navire à moteur » du Parc national des Calanques

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif de Marseille, territorialement compétent.